Prime Covid

18 juin 2020

Des oursins dans les poches, des mensonges plein la bouche !

Dès le mois de mars, Sud PTT a revendiqué le versement d'une prime de 1000€ pour l'ensemble des personnels du groupe. Côté direction, c'est le black-out total : Aucune annonce, à part des remerciements bidons qui ne coûtent pas un rond. Nous avons appris, via la communication de trois fédérations syndicales, qu'une prime allait finalement être versée à moins d'un·e postier·e sur deux. Et le siège fait cette fois encore plus fort, à la radinerie, nos dirigeants ajoutent le mensonge.

Cette prime COVID est censée représenter une forme de reconnaissance du fait que les postier·e·s font partie de ces travailleuses et travailleurs qui ont dû affronter un risque sanitaire majeur pour assurer leur mission. Or les montants sont très en deça de ce que nous sommes en droit d'attendre, eu égard à l'effort fourni et aux risques pris : de 100 € à 300 € (voir ci-contre). La direction invente même la prime à 0 € puisque c'est le montant versé aux agents qui ont été "présents" de une à cinq semaines. Ils parviennent à être plus radins que dans la grande distribution !

Dans la longue liste des lésé·e·s, les collègues en télétravail, même si ce n'était pas un choix de leur part, ne toucheront rien. Idem pour les collègues qui gardaient leurs enfants. Une fois de plus les femmes vont être les grandes perdantes ! Pareil pour les agents souffrant d'affection chronique et leurs aidants qui ont eu le mauvais goût de se protéger de la pandémie. En fait toutes les personnes absentes, quelle qu'en soit la raison, sont exclues y compris les agents présents en droit de retrait alors que c'est bien bien grace à la mobilisation de ces collègues que La Poste a consenti à mettre en place un minimum de mesures de sécurité!

Comble du cynisme, le projet exclut les collègues qui ne seront plus dans la boite à la date du versement (les CDD qui ne seront alors plus en contrat par exemple), même s'ils et elles remplissent. Donc La Poste a exploité sans vergogne des salarié·e·s précaires au plus fort de la crise sanitaire pour les jeter comme des masques usagés en leur sucrant la prime. On atteint là des sommets de dégueulasserie. Au passage, la boite n'oublie pas d'arroser ses partenaires sociaux en incluant d'office les syndicalistes dans les bénéficiaires.

Pour couronner le tout, l'annonce de cette prime décidée unilatéralement a été faite de manière fort peu orthodoxe, puisque trois organisations syndicales (visiblement bien rencardées puisqu'elles avaient tous les détails) ont communiqué avant même que la totalité des syndicats ne soient informés. Même la ligne managériale l'a appris par ce canal! L'une des organisations bénéficiaires des tuyaux patronaux a même claironné qu'elle avait « arraché » cette prime. Ce qui n'empêche pas la DRH du groupe d'affirmer lors d'une audio convoquée en catastrophe qu'il n'y a jamais eu de négociations avec les organisations syndicales. De qui se moque-t-on ?

La prime à la sauce postale

300 € pour 11 semaines de présence

250 € pour 10 semaines de présence

200 € pour 9 semaines de présence

150 € pour 8 semaines de présence

130 € pour 7 semaines de présence

100 € pour 6 semaines de présence

La période de présence : du 16 mars au 31 mai.

La prime sera versée en août

Insuffisant pour les bénéficiaires

Insultant pour les oublié·e·s

Face à ce jeu de dupes tout à fait indigne, nous réaffirmons la nécessité d'une prime de 1000 €, pour toutes et tous et sans conditions.
Elle commence là la vraie reconnaissance.

Sud PTT